



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
27 mars 2012  
Français  
Original: anglais

### **Commission pour la prévention du crime et la justice pénale**

#### **Vingt et unième session**

Vienne, 23-27 avril 2012

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Intégration et coordination de l'action de l'Office  
des Nations Unies contre la drogue et le crime et  
des États Membres dans le domaine de la prévention  
du crime et de la justice pénale: ratification et application  
de la Convention des Nations Unies contre la criminalité  
transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant**

#### **Italie: projet de résolution**

#### **Lutte contre la piraterie maritime**

*La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale,*

*Rappelant* ses résolutions 19/6 du 21 mai 2010 sur la lutte contre la piraterie maritime au large des côtes somaliennes et 20/5 du 15 avril 2011 sur la lutte contre le problème de la criminalité transnationale organisée en mer,

*Rappelant également* la résolution 66/181 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 2011, intitulée "Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout en ce qui concerne ses capacités de coopération technique", par laquelle l'Assemblée a engagé les États Membres à aider l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à continuer d'apporter une assistance technique ciblée, dans le cadre de son mandat actuel, pour mieux armer contre la piraterie maritime les États Membres qui en font la demande, notamment en les aidant à mettre en place des services efficaces de détection et de répression et à renforcer leurs capacités dans le domaine judiciaire;

*Sachant* que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a été chargé d'aider les États Membres à lutter contre la piraterie maritime au large des côtes somaliennes, comme suite aux résolutions 1918 (2010), 1950 (2010), 1976 (2011), 2015 (2011), 2020 (2011) et 2036 (2012) du Conseil de sécurité, en date

\* E/CN.15/2012/1.



respectivement du 27 avril 2010, du 23 novembre 2010, du 11 avril 2011, du 24 octobre 2011, du 22 novembre 2011 et du 22 février 2012,

*Profondément préoccupée* par l'ampleur que prend ce phénomène criminel et son extension à d'autres zones, évolution que le Conseil de sécurité a clairement indiquée dans ses résolutions 2018 (2011) du 31 octobre 2011 et 2039 (2012) du 29 février 2012 sur la piraterie et les vols à main armée dans le Golfe de Guinée,

*Consciente* du rôle institutionnel que joue l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en fournissant aux États Membres qui en font la demande une assistance technique pour le renforcement de leurs capacités dans le secteur de la prévention de la criminalité et de la justice pénale et pour l'application des conventions pertinentes des Nations Unies, dans le cadre de son mandat, en ce qui concerne la lutte contre la piraterie maritime,

*Saluant* l'action que mène l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en fournissant un appui pour la poursuite et la détention de personnes soupçonnées de piraterie dans les pays de la corne de l'Afrique, dans le cadre du renforcement de l'état de droit, en consolidant le régime juridique, les capacités pénitentiaires et la réforme pénitentiaire en Somalie, et en dissuadant la piraterie au moyen d'un programme de sensibilisation mené auprès de la population somalienne,

*Saluant également* l'initiative que mène l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour lutter contre les flux financiers illicites liés à la piraterie, en s'employant à établir un mécanisme et des procédures afin d'identifier, geler et saisir les flux financiers illicites issus de la piraterie, conduisant à la poursuite de ceux qui financent et organisent la piraterie,

*Notant* que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a codirigé la mission d'évaluation conjointe des Nations Unies destinée à évaluer la nouvelle menace que représente la piraterie dans le Golfe de Guinée et qu'il développera avec les autorités du Bénin un programme national intégré de lutte contre la piraterie et la criminalité transnationale organisée dans ce pays,

*Consciente* de la fonction que remplit l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en administrant le Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes, dont l'objet est de prendre en charge le coût des poursuites judiciaires contre les personnes soupçonnées de piraterie et à appuyer d'autres initiatives pertinentes de lutte contre la piraterie en collaboration avec d'autres partenaires, notamment la consolidation de l'assistance internationale afin d'accroître les capacités pénitentiaires, la construction de prisons, la formation de personnel pénitentiaire aux normes internationales pertinentes en matière de droits de l'homme et le contrôle du respect de ces normes,

*Gardant à l'esprit* le rapport du Directeur exécutif sur la lutte contre la piraterie maritime au large des côtes somaliennes et en particulier les conclusions et recommandations figurant aux paragraphes 72 à 74 de ce rapport,

1. *Exprime sa vive préoccupation* devant la menace que constitue la piraterie, la prise d'otages et les vols à main armée au large des côtes somaliennes et dans le golfe de Guinée;

2. *Souligne* qu'il faut mener une action globale plus efficace et mieux coordonnée pour s'attaquer à ces dangereux problèmes et à leurs liens avec d'autres formes graves de criminalité transnationale organisée et de terrorisme, notamment en enquêtant sur ceux qui financent, planifient et organisent les attaques perpétrées par des pirates au large des côtes somaliennes ou en tirent profit et en engageant des poursuites à leur encontre, et traiter des problèmes complexes et fastidieux de procédure et de compétence;

3. *Se félicite* des efforts déployés par le Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes, les États et les organisations internationales et régionales pour coordonner l'action internationale contre la piraterie maritime, et salue les initiatives prises par tous les groupes de travail du Groupe de contact, ainsi que les travaux menés en vue de l'application des meilleures pratiques de gestion de l'Organisation maritime internationale pour la protection contre la piraterie au large de la Somalie (quatrième version);

4. *Prend note avec satisfaction* des contributions versées par les États et d'autres partenaires au programme de lutte contre la piraterie de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, dont le financement initial de 500 000 dollars des États-Unis en 2009 a été porté à 40 millions de dollars des États-Unis, avec un budget de fonctionnement de 12 millions de dollars des États-Unis pour une série de projets qui seront mis en œuvre en 2012;

5. *Encourage* les États Membres et les autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires pour soutenir l'action que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime mène dans le domaine de la lutte contre la piraterie maritime, dans le cadre de son mandat, notamment au moyen de son Programme mondial contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme utilisé pour suivre les flux financiers illicites, de ses programmes régionaux pertinents, du Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes et d'autres activités connexes d'assistance technique bilatérale;

6. *Prie* le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui présenter à sa vingt-deuxième session un rapport sur l'application de la présente résolution, et de continuer d'organiser des séances d'information technique sur ces thèmes à l'intention des États Membres.